

« Les politiques doivent sauver la France de l'invasion, sauver les Français et la Civilisation française » : il faut les obliger à prendre le problème à bras-le-corps.

Comment ? En votant pour ceux qui prendront l'engagement de « MESURES DE SURVIE » comme l'écrivait Jean Schmitt en 1986 :

« 1° Arrêt des francisations » ;

« 2° Limitation stricte de l'immigration, en nombre comme en durée ».

Cette dernière mesure était déjà préconisée, par exemple, par un personnage socialiste en 1973 (il y a plus de 40 ans !). Elle fait l'objet de notre part d'un développement spécial dans un chapitre intitulé :

« REMPLACER LES IMMIGRÉS PAR DES EXPATRIÉS ».

Car, écrit toujours Jean Schmitt dans son livre datant de presque 30 ans (à l'époque, il était journaliste au *Point*) : « nous assistons à un génocide » et « c'est de la démence, du suicide ».

Il y a eu des avertissements depuis 50 ans, et là, non seulement les mots sont clairs, nets et précis, mais ils sont accompagnés des solutions.

Alors que l'on a toujours l'impression que les politiques de tous bords discutent du « sexe des anges » quand l'invasion se poursuit, un coup de tonnerre vient d'éclater, au mois d'août 2014. Mgr Amel Shamon Nona, archevêque de Mossoul, nous lance un avertissement : « Vous aussi, vous êtes en danger. Il vous faudra prendre des décisions courageuses et dures. »

Sinon, il ne restera plus qu'à « intégrer la France à l'islam ».

Quel Français souhaiterait à un seul pays du monde d'être envahi jusqu'à voir changer radicalement la composition de sa population ?

François de Chassey

## Les politiques doivent sauver la France

« Remplacer les immigrés par des expatriés »

LES POLITIQUES DOIVENT SAUVER LA FRANCE

FRANÇOIS DE CHASSEY

Éd. des CIMES



5 €

[www.editions-cimes.fr](http://www.editions-cimes.fr)

Éditions des  
**CIMES**  
Coll. « *Politica* »

**Les politiques doivent sauver  
la France,**

**sauver les Français et la Civilisation française**

François de Chassey

**Les politiques doivent sauver  
la France,**

**sauver les Français et la Civilisation française**

> > >

**REEMPLACER LES IMMIGRÉS PAR DES EXPATRIÉS**

© Éditions des Cimes, Paris, 2014.  
Collection « Política »  
[www.editions-cimes.fr](http://www.editions-cimes.fr)  
Tél : 01 83 62 98 12

Éditions des Cimes

### Avertissement de l'auteur

Ce livret étant écrit pour la sauvegarde la France et des Français, l'auteur renonce à ses droits, mais garde la propriété intellectuelle de son œuvre. En conséquence l'auteur déclare cet ouvrage libre de droits.

Les Éditions des CIMES étant le premier éditeur à publier cet ouvrage dans ce cadre, ce premier tirage de 1.000 exemplaires constitue l'édition originale. Toute édition postérieure libre devra comporter la mention « nouvelle édition ».

À la mémoire de Jean Schmitt (1937 – 2005), qui a parfaitement qualifié la situation dans son livre « Fin de la France ? Histoire d'une perte d'identité » paru en 1986 (Nouvelles Editions Debresse), par trois mots :

« **génocide, démence, suicide** »,

et donné les deux premières mesures, incontournables, de « SURVIE » :

- « **Arrêt des francisations d'étrangers** » ;

- « **Limitation stricte de l'immigration en nombre comme en durée de séjour** ».

## A quoi bon sauver la France maintenant et comment ?

Pourquoi se poser cette question aujourd'hui (et admettons jusqu'en début 2017, avant les futures élections présidentielles) ? Oui, pourquoi, alors qu'on aurait pu la sauver il y a plus de 40 ans, puisqu'on avait une solution et qu'« on » n'en a rien fait. Cette solution a été donnée au moins par le Président du groupe socialiste de l'époque : « Les travailleurs étrangers viendraient seuls en France et pour une durée limitée ». Cette citation, dans le journal *Dernières Nouvelles d'Alsace* du 19 septembre 1973, est reprise par Jean Schmitt dans son livre (cité dans l'exergue), qui ajoute : « Comme on le voit, il n'admettait même pas les familles, ce qui se comprend, dès lors que le séjour est limité ».

En tout cas, il y a près de 30 ans (1986) Jean Schmitt (en poste à l'hebdomadaire *Le Point* depuis 1973, dont il sera directeur de la rédaction de 1996 à 2000) écrivait : « Il faut regarder la vérité en face et la dire : nous assistons actuellement en France à une altération et à une substitution progressives de la population de souche par des étrangers, autrement dit, à un génocide. [...] La nation française est donc *arrivée à une situation nouvelle*, jamais vue encore dans son histoire : nous, Français, *sommes en train de disparaître*. [...] Que doit-on alors penser des dirigeants français qui sont en train de laisser modifier l'identité de la nation française, de gaspiller son bien le plus précieux, son essence même ? C'est de la démence, du suicide ; et c'est d'autant plus impardonnable qu'il suffirait de quelques mesures pour tout sauver. »

Bien sûr, les avertissements avaient été donnés depuis longtemps, comme celui, en 1965 (on peut dire il y a 50 ans !), de Georges Bidault (dans son livre *D'une résistance à l'autre*) : « Les Français qui n'ont pas voulu de l'Algérie française auront un jour la France algérienne ». Houari Boumédiène a confirmé à sa façon en 1974 : « Un jour des millions d'hommes quitteront l'hémisphère sud pour aller dans l'hémisphère nord ? Et ils n'iront pas là-bas en tant qu'amis. Parce qu'ils iront là-bas pour le conquérir. Et ils le conquerront avec leurs fils. Le ventre de nos femmes nous donnera la victoire ». Si le mot « ils » est employé, à la fin c'est carrément « nos » (femmes, donc algériennes). Sur ce thème, l'année d'avant, 1973, paraissait la première édition du célèbre roman de Jean Raspail, « Le camp des saints ».

On avait eu connaissance, en 1968 (plus de 45 ans), du fameux « discours des fleuves de sang » d'Enoch Powell qui prévenait son pays, l'Angleterre, du même drame (« Je contemple l'avenir et je suis rempli d'effroi »).

De plus il y a eu d'excellents livres pour analyser (et déplorer) les effets de l'immigration. Mais le mérite de Jean Schmitt a été de donner clairement une analyse de la situation (avec des mots percutants : **génocide, démence, suicide**), en même temps que la solution avec des « MESURES DE SURVIE » (en lettres capitales dans le texte) dont les deux premières sont essentielles :

« 1° *Arrêt des francisations d'étrangers*, qu'elles soient volontaires ou automatiques, ce qui n'est nullement un acte d'hostilité ou de mépris à leur égard, mais au contraire une preuve de respect de leur identité ; nous montrerons ainsi que

nous refusons de profiter de leur séjour en France pour les assimiler, eux qui sont venus poussés souvent par la misère ou par l'incurie de leurs dirigeants. »

« 2° *Limitation stricte de l'immigration, en nombre comme en durée de séjour.* »

Nous reviendrons en détail sur le sujet de cette deuxième proposition avec notre formule « REMPLACER LES IMMIGRES PAR DES EXPATRIES », qui devra entraîner l'abolition du regroupement familial. Pour la première proposition, il convient de compléter par la « SUPPRESSION DE TOUT DROIT DU SOL », à la naissance ou plus tard (comme à la majorité). Celui qui écrit ces lignes est né dans un pays où le droit du sol n'existe pas. Le site internet officiel de ce pays précise bien « comme principe essentiel » : « L'absence quasi-totale de modes d'acquisition liés au droit du sol (naissance, résidence) ». La restriction suggérée par la formule « quasi-totale » semble concerner le cas où une personne serait née sur le territoire, de parents inconnus ! La double nationalité est à supprimer. La nationalité par le mariage est à revoir, en la rendant possible seulement après 20 ans de mariage (valide, attesté par une vie commune continue).

Il faut ajouter bien sûr la suppression de toutes allocations, de toutes aides médicales et sociales (tout ce qui peut alimenter cette formidable pompe aspirante existante doit être condamné) à ceux qui n'ont pas la nationalité française, qui n'ont pas cotisé, qui ne sont pas en règle. Les cas urgents et particuliers pourront être pris en charge par les associations caritatives, avec subventions ou non de l'Etat français. De la même façon que ces associations caritatives aident dans les

pays étrangers : nous devons soutenir ces actions. Il faut aider les défavorisés du monde chez eux, pas chez nous, c'est du bon sens élémentaire pour le bien de tous. Autrement dit : être forts chez nous, pour aider les faibles chez eux. D'autres mesures particulières seront certainement à prendre : il n'y a pas lieu de faire ici une liste exhaustive.

Après la question : « comment sauver la France ? », par qui ? Les mêmes qui n'ont rien fait depuis 1990 feront-ils quelque chose en 2017 ? Sur un tableau présenté par la télévision le 31 mars 1990 à l'issue des Etats généraux de l'immigration par le RPR et l'UDF, on pouvait lire :

- « - Fermeture des frontières
  - Suspension de l'immigration
  - Réserver certaines prestations sociales aux nationaux (le commentateur précise que cela s'appelle la préférence nationale)
  - Incompatibilité entre l'islam et nos lois ».
- (le présentateur de la télévision dit : « Les hommes politiques se décident à parler concrètement »).

C'est le moment d'aborder la troisième « MESURE DE SURVIE » avancée par Jean Schmitt :

« 3° *Une politique d'encouragement des naissances indigènes*, justifiée parce que la nation étant désormais proclamée héréditaire, ses gouvernements auront ainsi une *raison fondée* de demander aux citoyens d'avoir des enfants pour la perpétuer. »

Il faudrait que les Français (dont les ascendants étaient Français avant l'immigration débridée) envisagent une mesure radicale, bien sûr s'ils sont dans la bonne tranche d'âge : désirer un enfant supplémentaire au cours des années 2015-2016.

## Remplacer les immigrés par des expatriés

Pourquoi les hommes politiques emploient-ils depuis des dizaines d'années le terme d' « immigrés » pour des gens qui n'ont jamais eu, en grande majorité, l'intention d'être, au départ, des immigrés ? Et pourtant, la conséquence est énorme. Si vous-même vous appelez des travailleurs qui viennent dans votre pays des « immigrés », pourquoi ne se considéraient-ils pas eux-mêmes comme des immigrés, alors qu'en réalité ce sont bien des « expatriés » ? Avec un mot juste, on peut envisager une gestion juste. Alors pourquoi n'avons-nous jamais entendu dire que l'on pouvait remplacer les immigrés par des expatriés ?

Ce changement de mots pourrait tout changer dans les esprits et dans les faits. Ainsi en acceptant ce changement, il n'y aurait plus à savoir s'il y a trop ou pas assez d'immigrés, puisqu'il n'y aurait plus d'immigrés. Cette clarification devrait être l'affaire n°1, car elle concerne la nature même de la composition à terme de la nation française. Ensuite viennent les conditions de la gestion de ces expatriés. Elles existent dans d'autres pays (en principe dans tous les pays d'Afrique, par exemple) et sont bien connues depuis longtemps (c'est un ancien expatrié qui a connu ces conditions, dans trois pays d'Afrique Noire sur une période de dix ans, qui écrit). Suivant la procédure proposée, la migration temporaire de main d'œuvre serait possible sans affecter la composition du peuplement du pays d'accueil. Espérons aussi que cela pourrait souvent supprimer le double malheur de personnes immigrées : être malheureuses dans leur pays et être malheureuses en France.

Donc « supprimer les immigrés », c'est possible : il suffit de rayer le mot ! Bien sûr, ce faisant on n'aura pas supprimé les immigrés physiquement. Ces personnes existeront toujours, mais elles retrouveront leur vraie désignation : expatriés. C'est une bonne définition, elle est naturelle : ces personnes ont bien une patrie avant leur départ. Et, normalement, le motif de leur départ n'est pas de changer de patrie : le motif est économique, et la durée de l'expatriation est incertaine, même sûrement non définitive. Mais ce désir de départ économique ne devrait être satisfait que s'il correspond à un besoin dans un autre pays. Ce besoin de main d'œuvre étrangère, temporaire (éventuellement renouvelable), peut être satisfait sans changer à terme la composition humaine de la nation qui reçoit. Comment ?

Il faut respecter la qualité d'expatrié et en joignant des avantages qui ne seront qu'une juste compensation du statut d'expatrié et de son caractère temporaire. Ces avantages seront essentiellement des voyages aller-retour depuis le pays d'origine, payés par l'employeur qui a besoin de cette main d'œuvre. Ceci dans le cadre d'un contrat obligatoire pour tous (établi par l'employeur qui fait appel à des candidats à l'expatriation) et d'un permis de travail accordé (au vu du contrat, s'il est conforme à des clauses évoquées plus loin) par le pays qui les reçoit, donc avant d'arriver dans ce pays. Le contrat doit indiquer certaines clauses, dont ces avantages obligatoires (les voyages payés) et les limites de validité. Le mieux sera le contrat de travail d'un an avec voyage payé aller et retour (consigné) par l'employeur ; contrat renouvelable à condition que l'expatrié retourne pour ses congés dans son pays d'origine. Cette formule doit favoriser les célibataires, mais si l'employeur veut considérer l'éventuelle famille de

l'employé, il doit prendre en charge les voyages de cette famille dans les mêmes conditions (dont garantie de rapatriement).

Il ne sera plus question de regroupement familial qui est une catastrophe ; on pourrait presque dire un crime (institué certainement sans intention de nuire, seulement par bêtise) contre l'humanité française.

D'autres éléments seront à clarifier, comme l'assurance maladie pendant la durée de congé générée par la période de travail. Une assurance chômage pourra être étudiée pendant la durée prévue du contrat. Les cotisations retraites seront rendues au moment voulu par les expatriés ou versées à un compte retraite national de leur pays (s'il existe un accord bilatéral) : il ne sera plus question de verser des retraites à l'étranger (et perpétuer le scandale, qui coûte si cher aux Français, des retraites toujours versées dans des pays étrangers à des retraités décédés depuis longtemps).

Mais, pour ne pas oublier les impôts en France, ceux-ci seront prélevés mensuellement à la source. Il n'y aura pas de cotisations et droits aux allocations familiales, qui doivent dépendre uniquement du pays d'origine (chaque pays doit rester maître de ses orientations en cette matière).

Ainsi respectera-t-on l'attachement de ces expatriés à leur patrie par les voyages, et on ne créera pas la situation irréversible de l'expatrié qui ne veut plus (notamment à cause du prix du voyage) retourner chez lui. On ne pourra pas considérer de cas particulier, et ces voyages seront obligatoires, sinon l'expatrié se trouvera en situation irrégulière, sera expulsé



(le voyage étant cautionné) et le renouvellement du contrat et par là du permis de travail et du permis de séjour ne sera plus possible. Ces dispositions favoriseront forcément les célibataires. Mais ces séjours pourront être bénéfiques, car les pays d'origine ont besoin d'entrepreneurs pour se développer. Ceux qui auront fait des séjours comme expatriés pourront en être, avec l'argent économisé et l'expérience vécue. On peut supposer aussi que les expatriés auront comme préoccupation la construction d'une maison dans leur pays, comme souvent leurs homologues européens lorsqu'ils sont eux-mêmes expatriés ! Ce qui contribuera à conserver le lien avec le pays de naissance.

Ce développement peut être encore précisé. Il est surtout valable par son esprit, et, redisons-le, il est appliqué par les pays africains depuis 50 ans : personne n'a dit que ce n'était pas (politiquement) correct. Il y a d'autres détails complémentaires à préciser, par exemple l'obligation de retourner au pays avant de bénéficier d'un nouveau contrat. Bien sûr, la conséquence du contrat avec un voyage aller-et-retour sera un coût supplémentaire. Alors un équilibre se fera naturellement : un Français acceptera peut-être le même poste qu'il aurait refusé, s'il est payé un peu plus cher...

Maurice Gillard dans son livre « Réveillons nous ! » (dont une auto-édition 2012) propose « une intégration progressive et réussie grâce à un cheminement administré du recrutement depuis leur pays d'origine par le biais d'une administration spécifique à l'embauche au sein des ambassades et consulats. Ainsi chaque début et fin de mission serait traité et programmé dans le pays d'origine ».

On a pu lire les énormités d'économistes, écrivant par exemple « sans immigrés, ce serait le chaos ». Mais que penser de ces prétendus économistes qui ignorent même la possibilité d'expatriation ? Autrefois il y avait des personnes pour faire le distinguo entre l'immigration légale et la clandestine. Mais, comme le disait Jean-Yves Le Gallou (« La préférence nationale : réponse à l'immigration ») à l'époque, en 1985 : « Rien ne prouve que l'immigration légale soit moins perturbatrice que l'immigration clandestine ». On sait que toute immigration ne doit pas dépasser un seuil de tolérance, qui a été, selon François Mitterrand (12 décembre 1989), « atteint dès les années 1970 ».

## Pourquoi les politiques n'ont rien fait, et, à l'heure actuelle, ne feraient-ils rien ?

C'est un mystère. Si certains hommes politiques se sont exprimés sur le sujet (voir certaines citations dans le florilège mis en annexe), le résultat dans la pratique politique est que rien n'a été fait en 50 ans, ou plutôt tout a été fait pour accentuer le problème. Or depuis 50 ans, il suffisait à nos gouvernants, s'ils n'avaient pas d'imagination (ou tout simplement de bon sens), de voir comment pratiquaient d'autres pays du monde (refusant les immigrés, acceptant les expatriés) comme on l'a vu. Depuis 1972, le seuil de tolérance étant dépassé, tous les ans on pouvait écrire un livre intitulé : « Comment en est-on arrivé là ? ».

On l'a vu dans le premier chapitre, Jean Schmitt, en 1986, non seulement s'en était étonné, mais il avait qualifié cette attitude avec des mots qui sembleraient très durs s'ils n'étaient exacts : « **démence** », « **suicide** ». Rappelons une nouvelle fois la citation : « Que doit-on alors penser des dirigeants français qui sont en train de laisser modifier l'identité de la nation française, de gaspiller son bien le plus précieux, son essence même ? C'est de la démence, du suicide ; et c'est d'autant plus impardonnable qu'il suffirait de quelques mesures pour tout sauver. »

On ne peut s'empêcher de faire le rapprochement avec la déclaration de l'écrivain Jean Raspail 18 ans après (dans *Le Figaro* du 17 juin 2004, avec pour titre « La Patrie trahie par la République ») : « Ce que je ne parviens pas à comprendre et qui me plonge dans un abîme de perplexité

navrée, c'est pourquoi et comment tant de Français avertis et tant d'hommes politiques français concourent sciemment, méthodiquement, je n'ose dire cyniquement, à l'immolation d'une certaine France (évitons le qualificatif d'éternelle qui révolte les belles consciences) sur l'autel de l'humanisme utopique exacerbé ».

Et pourtant la France mérite d'être sauvée : c'est du bon sens, malgré, jusqu'à présent, l'inaction de ses politiciens. Alors on peut penser que la première personnalité qui accepte de relever le défi avec ce programme (arrêter les francisations et remplacer les immigrés, pour simplifier), qu'elle soit de droite ou de... gauche, peut remporter la mise aux prochaines présidentielles de 2017. Car il faut bien une forte personnalité, on l'a bien vu aux dernières élections européennes de mai 2014 : le seul dans une seule circonscription (celle du Sud-Ouest) qui avait clairement et uniquement un programme anti « Grand Remplacement » (les majuscules sont de lui), Renaud Camus, a fait 0,05 % (5 voix par 10.000 votes exprimés) ! Le « Grand Remplacement » est bien défini comme le changement de peuple et de civilisation. La majorité des Français est certainement contre son propre « Grand Remplacement », mais elle vote pour des politiques qui, s'ils ne sont pas pour dans leur for intérieur, ne font rien contre. Si maintenant les électeurs votent pour des politiques qui ne veulent rien faire, ce sera une véritable catastrophe (une « shoah », si on traduit en hébreu) irrémédiable. Alors, les Français voudront-ils élire un président qui serait incapable de prévoir que la France sera musulmane à 50 % (pour commencer) dans 25 ans si rien n'est fait ?

Un peuple peut recevoir des apports extérieurs, mais qui ne

le modifient pas fondamentalement et qui ne prônent pas son remplacement, même partiel : c'est ce qui s'est passé pour la France jusque vers le début des années 1960. Ce peuple a une civilisation, dont la base est la civilisation chrétienne tout simplement, le terme « judéo-chrétien » étant d'invention récente (années 1960) et ne correspondant à rien théologiquement et historiquement (comme l'explique l'israélienne Ariella Atzmon et l'ont expliqué bien sûr d'autres personnes).

Donc rien n'est fait, ni à gauche, ni au centre, ni à droite. Prenons par exemple, les quatorze professions de foi (celles reçues dans le courrier officiel) des partis pour la région parisienne. Le FN est bien un des cinq partis qui parlent d'immigration (sur quatorze : les autres partis n'en parlent même pas), mais c'est pour dire en tout et pour tout qu'il faut « stopper une immigration anarchique », sans même parler de l'entrée de la Turquie en Europe (seuls l'UMP et Force Vie en parlent, pour dire « pas de Turquie dans l'U.E. »). Les quatre autres partis (dont ne fait pas partie Force Vie) qui parlent de l'immigration se contentent d'une courte phrase, avec un des mots suivants : « réduire » (UMP), « lutter » (mais contre l'immigration illégale seulement, Nous Citoyens), « contrôler » (Debout la France), « cohérente » (UDI-MODEM). On se souvient que le FN, après sa création en 1972, avait eu un slogan célèbre « Un million de chômeurs, c'est un million d'immigrés en trop », mais ce parti ne semble pas avoir poursuivi cette voie de façon radicale, alors qu'il peut voir, comme tout le monde, qu'il n'est plus seulement question de substitution de travailleurs, mais aussi d'habitants de la France, et fin du fin, de changement de civilisation et de religion majoritaire. Quand on lit ces professions de foi électorales on a l'impression de « discussions sur le sexe des anges » alors que nous sommes

en pleine invasion. Tout le monde, de gauche, du centre, de droite, doit prendre le problème à bras-le-corps.

La diffusion sous forme de note séparée du chapitre « Remplacer les immigrés par des expatriés » ne date pas d'aujourd'hui, mais d'une dizaine d'années. Elle n'a pas été envoyée systématiquement, mais elle a touché un certain nombre de personnalités politiques de droite, du centre et de gauche. Avant les élections présidentielles, elle a été envoyée aux principaux prétendants (de Marine Le Pen à François Hollande). En passant bien sûr par Nicolas Sarkozy, qui soit dit en passant aurait pu emporter la mise grâce à l'annonce de bonnes mesures, comme celles préconisées ici, vu le peu de voix de différence (rappel : le gagnant n'a pas eu la majorité de 50 % des votants, c'est-à-dire de l'ensemble de ceux qui se sont déplacés au deuxième tour pour voter, même blanc ou nul). En général cette note a été envoyée aux ministres de l'Intérieur successifs (par exemple à Manuel Valls après sa nomination en 2012). Ces personnes citées et d'autres n'ont pas répondu. Parfois il y a eu des accusés-réception, ou des réponses à côté de la plaque. Il faut dire que le seul à avoir répondu personnellement, écrivant qu'il avait pris « bonne note des remarques concernant les termes d'immigré et d'expatrié » est Jean-François Copé ; mais il n'y a pas eu de suite... Le bon sens doit absolument revenir sous la pression de la base.

## Pourquoi les Français devraient-ils rester... Français ?

Il y a certainement moult réponses. Jean Amado, dans son livre « Y a-t-il un antisémite en France ? », sous-titre : « Pour ma part, Juif depuis 60 ans, je n'en ai pas encore rencontré » en 1989, en a donné une : « Contrairement à ce que l'on pense, les idées d'une France multiraciale ne sont pas généreuses. C'est un aveu de démission, un appel au renoncement ». Il écrit aussi : « Faute de grandeur, d'ambition, de vertu, la France est devenue incapable de phagocyter l'étranger » et « Tout peuple qui ne domine plus devient inexorablement dominé. Il n'y a là nul racisme. »

Alain Griotteray écrivait dans son livre « Les immigrés : le choc » en 1984 (il y a 30 ans !) : « Les Français ont le droit de protéger leur identité. [...] Ils ont le droit de dire que l'immigration est un phénomène provisoire qui doit déboucher sur le retour au pays. [...] Ils ont le droit de refuser cette France multiculturelle qu'on leur propose et qui est contraire à l'avenir de leurs enfants ». Un peu plus loin, il préconisait un référendum.

Nicolas Sarkozy, dans un discours à Palaiseau le 13 décembre 2008, a-t-il réellement pensé ce qu'il a dit, ou bien s'est-il fait l'avocat du diable ? « L'objectif, c'est de relever le défi du métissage. Le métissage c'est un impératif, on ne peut pas faire autrement. [...] Si ce volontarisme ne fonctionnait pas, il faudra alors que la République passe à des méthodes plus contraignantes encore . »

On croyait que « black is beautiful », mais alors pour ceux qui veulent métisser, « black is not beautiful » car cette belle couleur va disparaître dans le mélange !... D'ailleurs, ces partisans du métissage devraient, s'ils étaient en accord avec eux-mêmes, aller faire la même propagande dans les pays d'origine des étrangers ! Des mélanges, il y en eut depuis toujours en France, et notamment des mélanges de couleurs au temps des colonies, mais toujours à petites doses, sans que la France change fondamentalement. Car les Français, qui ne sont pas racistes, n'ont jamais dit « *white is beautiful* »...

Bien sûr, encore un avocat du diable pourrait aussi invoquer la xénophobie qu'il faut combattre par une meilleure connaissance. Mais comme le fait remarquer Jean Schmitt : « Malheureusement l'expérience montre que la xénophobie est surtout répandue chez les Français qui fréquentent de près les étrangers et qui doivent donc connaître le mieux leurs moeurs et leur culture » ! Il ajoute un peu plus loin : « Mieux encore : on aggrave le mal en admettant d'autres immigrés. Nous sommes bien ici en face d'une politique fanatique du pire, d'autant plus folle qu'elle se pratique en pleine période de chômage. C'est dire la force énorme du cosmopolitisme en France, pour lequel il faut logiquement le plus de migrations possibles, le plus de métissage possible : et il n'importe aucunement que cela se fasse au détriment de la France. »

Il y a un racisme anti-français assez extraordinaire quand on voit que certains qui sont contre le génocide des Tibétains par substitution de population, sont partisans du génocide des Français par la même cause...

Maxime Laguerre cite l'historien israélien J.L. Talmon,

en 1980 : « De nos jours, le seul moyen d'aboutir à une coexistence entre les peuples est, bien que cela puisse paraître ironique et décevant, de les séparer ».

Il faut décoloniser la France. Vladimir Poutine aurait dit dans un entretien à l'agence Tass en Septembre 1995 : « La France deviendra dans moins de 20 ans la colonie de ses anciennes colonies ». On peut se frotter les yeux aujourd'hui quand on réalise que « moins de 20 ans », c'est maintenant ! Au-delà de 10 % de personnes considérées d'origines étrangères depuis 1960, les Français ont le droit de s'opposer à une colonisation en cours. On a l'exemple de l'Algérie où ont été chassés au moment de l'indépendance en 1962, 10 % de la population très relativement récente (à partir de 1830 dans ce cas).

Nous ne devons pas servir d'exutoire à des pays surpeuplés ou mal peuplés (c'est-à-dire peuplés de gens mal employés dans leurs pays). Ce sont aux pays d'origine de prendre des mesures (comme le fait maintenant la Chine, alors que d'autres pays, dans la sphère asiatique, ont été utilisés par les Chinois comme exutoires).

On peut aussi penser à la culture française, puisqu'elle a sa place dans la civilisation française dont la défense est à notre programme ! Prenons exemple sur l'Arabie Saoudite : les résidents non musulmans doivent respecter les sentiments des musulmans ; les contrevenants sont soumis à des « mesures radicales », compris rupture de contrat et expulsion...

Pour Maxime Laguerre (« L'Ordre Naturel »), par manque de courage, « l'Antiquité l'a payé par l'écroulement de sa ci-

vilisation, détruite de l'intérieur. La société américaine risque de s'écrouler pour les mêmes raisons. »

L'alternative devient de plus en plus visible : rester Français ou devenir musulman. Nous avons sous les yeux un funeste exemple : celui de la Turquie où il y avait 100 % de chrétiens par rapport aux musulmans forcément avant la venue de ces derniers ; puis à un moment donné 50 % ; en 1900, 22 % ; aujourd'hui 0,1 % (1 pour mille), tous chrétiens confondus. On sait par quels moyens ce résultat a été obtenu.

Michel Massenet (« Sauvage immigration ») écrit en 1994 : « Aucun musulman ne peut se soustraire à sa religion sous peine de mort. Aucun chrétien ne peut vivre sous la loi de l'islam sans devenir renégat [ou *dhimmi*]. »

Il faut que 100 % des Français (donc y compris ceux qui seraient des inconditionnels d'un remplacement de population) soient conscients du devenir de la France.

En parallèle du titre de ce chapitre, quel Français souhaiterait à un pays du monde (surtout s'il le connaît un tant soit peu) d'être envahi jusqu'à changer radicalement de composition de population ?

## **Pourquoi conserver une immigration qui n'est une chance pour personne ?**

Nous ne devons pas oublier « les autres ». « Une chance pour personne », c'est le titre d'un chapitre de Paul Lambert dans son livre « La France aliénée » où il écrit : « Cette politique insensée d'immigration ne fait que des victimes : la France tout d'abord, qu'elle menace de mort, les pays dont sont issus les immigrés, les immigrés eux-mêmes ». Car ce n'est pas en transférant des populations que l'on aidera le tiers-monde à se développer.

Les immigrés ont aussi leur avis, comme ce clandestin en 2014 : « Moi je conseille aux Africains de rester chez eux et de continuer à espérer et à travailler en Afrique. Mon vrai pays, mon coeur, mon bonheur, c'est là-bas, en Afrique. La vraie face de l'Europe ne se dit pas en Afrique. » (propos recueilli par Damien Rieu à Lampedusa).

Michel Massenet enfonce le clou : « L'immigration a guidé les nouveaux venus vers les impasses de la misère ». Il cite le jésuite Bertrand de Margerie : « L'accueil irrationnel, socialement dangereux, économiquement inviable de l'étranger serait aussi un geste contraire à la paix ». Conseil de Maxime Laguerre : « Ceux qui ont de la sympathie pour les immigrés doivent les persuader qu'ils seront plus heureux au milieu de leur communauté d'origine ». En 2000, Malika Sorel (journaliste d'origine algérienne, dans *Le Spectacle du Monde*) résume : « La France s'autodétruit sans rendre service aux immigrés. »

« Pour Pierre Chaunu les musulmans sont difficilement assimilables » écrit Jean-Yves le Gallou (« La préférence nationale : réponse à l'immigration », 1985). Il poursuit : « Dans ce naufrage culturel, moral et social, l'Islam sous son aspect intégriste, risque d'apparaître alors comme la planche de salut. Le fanatisme religieux peut trouver dans cette jeunesse désorientée un vivier important. Un tel remède au déracinement des immigrés se paierait alors au prix d'un déracinement accru des Français. Car l'immigration ne se contente pas de déraciner les immigrés : elle déracine aussi les Français qui se sentent de plus en plus étrangers dans leur propre pays. »

Toujours du même : « Le retour est possible. Le problème qui se pose n'est pas celui du principe, mais celui des modalités. Il va de soi qu'il ne serait pas conforme aux traditions de la France de recourir aux méthodes utilisées par l'Algérie [...] ou le Nigéria. [...] La thèse de l'impossible retour est fautive, parce qu'il y a toujours un flux plus ou moins fort de retours. » L'aide au retour interviendra pour le faciliter.

La fraternité nous fera penser (car on l'avait oubliée pour certains rapatriés, ceux d'Algérie en 1962) à aider le retour à la patrie. Ensuite il faudra toujours penser à aider, librement, les personnes en difficulté dans les pays étrangers. Car toutes les demandes ne pourront pas aboutir au statut d'expatrié en France : cela dépendra de l'offre. Cette aide sera (et c'est déjà depuis longtemps) le rôle d'associations compétentes, éventuellement épaulées par le gouvernement français, plutôt que par des circuits d'Etats ou internationaux, avec un coulage énorme (au profit de nantis corrompus du pays même dont les habitants ont besoin d'aide). Ici, c'est le président d'une petite association d'entraide pour un pays d'Asie, qui écrit.

On s'aperçoit alors, en toute liberté – égalité – fraternité, qu'il est évident de défendre « l'Europe aux Européens », comme de défendre « l'Afrique aux Africains ». Les nations d'Europe devront faire chacun un choix : suivre la France dans cette voie (supprimer même la notion d'immigration) ou devenir une minorité dans leur propre pays.

### **Après l'arrêt de l'immigration, restera la remigration**

Jean Schmitt dans son livre cité en première page écrivait : « Oser dire que l'immigration n'est bonne pour personne, que l'homme est fait pour vivre dans sa patrie. Le dernier mot d'ordre 'vivre au pays' est justement à la mode. Il semblerait donc qu'une propagande pour le rapatriement des immigrés serait bien comprise de l'opinion publique, si on lui exposait les conséquences néfastes (déracinement) de l'exil et qu'on lui explique que rapatriement est la contre-partie logique de 'vivre au pays'. Car si l'émigration est un mal, l'immigration doit l'être aussi ». On voit justement que Jean Schmitt emploie le mot « rapatriement », c'est pourquoi nous insistons dans cet ouvrage sur l'emploi du mot « expatrié » pour cette contre-partie.

Nous n'avons pas parlé chiffres. Mais, bien sûr, ce sont eux qui ont déclenché le signal d'alarme, ou plutôt qui déclenchent régulièrement le signal. Au début de ce siècle, on pouvait penser que les étrangers (entendons les « nouveaux étrangers » et leurs descendants depuis, admettons, 1960) seraient *grosso modo* majoritaires (dépassement des 50 %) en 2050, entraînant une majorité musulmane de fait beaucoup plus tard. Mais on s'aperçoit de plus en plus, que l'islamisation s'accélère, car elle touche aussi ceux qui semblaient s'être plus ou moins détachés de l'islam. L'américain Christopher Caldwell l'a bien fait remarquer dans son livre *Une révolution sous nos yeux : Comment l'Islam va transformer la France et l'Europe* paru en 2009 aux USA : « Avec l'Islam, ce sont des populations qui, au contraire des immigrés

européens, se désassimilent aux deuxième et troisième générations ».

Lu quelque part : « Vous avez aimé l'immigration, vous adorerez l'islamisation ». Si bien que certains annoncent l'islamisation de la France dans 30 ans... Ou bien dans quelques dizaines d'années. Il y a quelques années, il a été écrit : « Les statistiques les plus optimistes s'accordent à dire qu'en 2030, sur une population de 68 millions, il y aura 20 millions d'Afro-Maghrébins, soit 30 % de la population de France ». Une autre étude donne : 1 Français sur 5 sera musulman en 2027 ; 25 ans après en 2050 et quelques, la France pourra être une République islamique...

Il y a encore plus pessimiste, c'est Mgr Jean-Pierre Cattenoz, archevêque d'Avignon (*Famille Chrétienne*, 25 novembre 2010), ancien prof de maths, qui a fait ses calculs et prédit : « Les familles "gauloises", traditionnellement chrétiennes, ont en moyenne deux enfants. Dans les familles musulmanes vivant en France, on approche plus souvent quatre, cinq, voire six enfants. Partant de là, on peut penser que la France sera à majorité musulmane dans vingt ou trente ans » (ce qui voudrait dire au plus 2040)...

De toutes façons les chiffres, même approximatifs, sont catastrophiques pour les Français. Michèle Tribalat avec ses statistiques (voir différentes vidéos) confirme bien que l'immigration entraîne une véritable substitution de population ; qu'il s'agit d'une colonisation de peuplement, que les immigrés extra-européens sont déjà majoritaires dans certaines villes (comme Roubaix) et que bientôt ce sera tout un département comme la Seine Saint Denis (le fameux 9-3) puisqu'au-

jourd'hui les descendants d'immigrés de moins de 18 ans ont dépassé les 50 % de cette classe d'âge.

Mais comme désormais la majorité des immigrés récents (depuis 50 ans) ou de leurs descendants ne se sentent pas Français de cœur, c'est l'heure du rapatriement pour le bonheur de tous. L'intégration des immigrés (et de leur descendance) est dépassée maintenant : et c'est même le contraire qui arrive à grands pas, à savoir que ce sont les Français qui devraient s'intégrer à l'Islam. Mais, logiquement, la remigration ne pourra commencer qu'une fois les premières mesures prises pour supprimer définitivement l'immigration, comme on l'a vu, et la notion même d'immigration en France.

Cette notion de remigration n'est pas nouvelle. Elle avait été évoquée, par exemple, par Alain Griotteray en 1984 dans cette phrase : « Quatre lignes de force : fermeture absolue des frontières, retour au pays progressif, modification des lois de naturalisation, réaffirmation des valeurs nationales ». Pour Paul Lambert, « la solution consiste à organiser un rapatriement progressif et généralisé, étalé sur deux ans, de tous les immigrés non déjà parfaitement intégrés dans notre nation, en accord avec les pays concernés et avec les immigrés eux-mêmes à qui un espoir d'avenir sera ainsi offert ».

Il s'agit bien de décolonisation migratoire. Alors même que sur une radio d'État (*France Info*, 23 octobre 2014) un intervenant a dit que l'islam était **en passe** de devenir la religion principale. Pour lui, il n'est même plus besoin de préciser une échéance.



## Il faut prendre des résolutions : arrêter le génocide, guérir la démence, refuser le suicide

« Serons-nous encore Français dans 30 ans ? » (titrait *Le Figaro Magazine* en octobre 1985). Si ce ne serait pas encore général à cette date prévue de 2015 (encore 30 ans ?), cela a bel et bien commencé à ce jour dans certaines villes de France.

« Gouverner c'est prévoir », donc depuis 50 ans (la Ve République) les gouvernants n'ont tout simplement pas... gouverné, puisqu'ils n'ont absolument rien prévu ! Mais ce qui est hallucinant, c'est que dès le début ils pouvaient prévoir, ayant été prévenus depuis 50 ans aussi.

On a vu qu'il y a d'abord deux premières solutions pour arrêter le changement de population en France (« le grand remplacement ») : Jean Schmitt les a exprimées clairement (et, on l'a vu aussi, l'une avait été même préconisée auparavant par un socialiste) et elles ont été encore précisées et complétées ici. Paul Lambert confirme (en 1997 !) : « La situation présente est inacceptable car elle nous conduit au suicide collectif » et « C'est programmer la désintégration pure et simple de la France, car aux environs de 2035, la population issue de l'immigration musulmane serait majoritaire ».

La France ne doit plus se laisser euthanasier à petit feu. Il faut absolument un parti (ou une coalition de partis, dépassant, répétons-le, les notions de droite, de centre et de gauche) crédible pour mettre en place un plan d'urgence pour permettre aux Français d'origine d'avant il y a 50 ans (les « in-

digènes ») d'être très largement majoritaires (compte-tenu de descendants d'étrangers récents qui auront choisi d'être français de coeur) dans leur propre pays. Soit un véritable plan applicable sans tergiverser : il n'y a plus d'études ou d'analyses à faire, les faits sont là. Aussi, celui qui conservera la France du futur aux Français pourra être facilement le Président de tous les Français qui veulent arrêter le génocide, guérir la démence et refuser le suicide (les trois maux nommément désignés par Jean Schmitt). Sinon, au pire, les Français devront refuser ville par ville, région par région. Pour appliquer la subsidiarité, si le problème ne se règle pas au niveau national, les régions devront prendre leur indépendance, pour pouvoir traiter cette affaire capitale. Sinon il faudrait imaginer, pour prendre quelques exemples, que les Alsaciens, les Bretons ou les Corses deviennent minoritaires dans quelques dizaines d'années, alors que la population de ces provinces ne le souhaite pas.

Certainement, les « **mesures de survie** » prises, il faudra aborder le changement de République, après tout ce désordre et tant de mensonges. La VI<sup>e</sup> République, pourquoi pas ? Mais avec une condition *sine qua non* : l'ajout du mot « **vérité** » dans la devise de la République.

Quand on est assiégé par des envahisseurs, il faut agir, tout le reste est « discussion sur le sexe des anges » (suivant la formule attribuée aux religieux pendant le siège, suivi de la prise, de Constantinople en 1453 par les Turcs). Et en parlant de Turcs, Recep Erdogan (ancien premier ministre, devenu entre-temps Président de la Turquie) a bien affirmé, après d'autres leaders arabo-musulmans, cette volonté d'invasion totale (avec changement, total aussi, de religion !) des pays européens.

Ce qui amène, en parlant des pays européens, à soulever un autre problème : la France devra quitter tôt ou tard l'Union Européenne, car des pays voisins auront (puisqu'e, apparemment, ils ne sont décidés à prendre aucune mesure) une nouvelle civilisation incompatible avec la notre ; on pourra alors se rapprocher de pays comparables au nôtre (des pays européens qui auront quitté l'U.E. pour la même raison et d'autres pays comme par exemple, sous réserve, la Russie) et compatibles, dans une Europe conforme à notre civilisation. Ainsi, actuellement en Belgique 25% de la population est musulmane ; le gouvernement belge aurait déclaré qu'un tiers de tous les enfants nés en Europe en 2025 naîtront dans une famille musulmane. Les Pays-Bas seraient dans le même cas (ou pire ?). En Angleterre, la « catastrophe » est imminente, malgré l'avertissement solennel, il y a plus de 45 ans, dans le discours déjà cité (« J'ai l'impression de regarder ce pays élever frénétiquement son propre bûcher funéraire»). De leur côté des Allemands auraient déclaré : le déclin de l'Allemagne ne peut être arrêté ; cette spirale ne peut plus être inversée ; l'Allemagne sera un état islamique aux alentours de 2050. On arrive bien à cette fameuse année 2050, que nous pensions récuser. Sans parler de la Turquie, elle-même musulmane à 99%, si elle entre dans l'Europe, comme le désirent absolument les responsables de l'U.E.

Ce n'est certes pas la première fois que les envahisseurs trouvent des collaborateurs sur place. Citons encore Paul Lambert : « Comme en 1939, nous sommes devant l'alternative : réagir ou être détruits » ; mais, « Seul le Peuple français peut contraindre nos dirigeants à changer radicalement de politique pour traiter au fond nos problèmes d'immigration ». La plus grande fermeté doit venir du peuple lui-même contre

tous les politiques et tous les journalistes alors que nous sommes, répétons-le, en plein « génocide ». Les jeunes Français ne doivent pas être tentés par la démence et le suicide : ils doivent représenter un formidable espoir pour mener le combat qui devrait être pacifique si on prend, même avec retard, les bonnes « mesures de survie ».

En définitive, nous sommes à l'extrême limite pour obtenir un résultat satisfaisant (sans casse ; sans guerre civile que certains nous laissent déjà entrevoir). On ne peut que penser à la déclaration de Mgr Amel Shamon Nona, archevêque de Mossoul (Irak), au mois d'août de cette année 2014, dans son interview au journal italien *Corriere de la Sera* : « Notre souffrance est un prélude à ce que vous-mêmes, chrétiens européens et occidentaux, souffrirez dans un futur proche. S'il-vous-plaît, il faut que vous compreniez. Vos principes libéraux et démocratiques n'ont aucune valeur ici. Vous devez reconsidérer la réalité du Moyen-Orient, car vous accueillez un nombre croissant de musulmans. Vous aussi, vous êtes en danger. **Il vous faut prendre des décisions courageuses et dures**, y compris en allant à l'encontre de vos principes. Vous croyez que tous les êtres humains sont égaux, mais l'Islam ne dit pas que tous les êtres humains sont égaux. Vos valeurs ne sont pas leurs valeurs. Si vous ne comprenez pas cela rapidement, vous tomberez victimes d'un ennemi que vous aurez accueilli dans votre maison ». À l'heure actuelle, la France est programmée pour être majoritairement musulmane un jour. Il faut déprogrammer ! Sinon, on aurait pu dire dès 1997, avec un notable musulman (cité par Paul Lambert), que « le problème n'était plus d'intégrer les musulmans en France, mais d'intégrer la France à l'Islam ».

## ANNEXE 1

### A propos de la langue française

Dans la civilisation française, il y a la langue française. Puisque l'on est dans le domaine du sauvetage, c'est l'occasion de remettre en mémoire le texte de John Galsworthy, qui proposait de sauver la langue française à l'échelon du monde.

Le journal *The Echo* de Londres du 28 septembre 1935 écrivait : « Voici l'une des dernières pages qu'ait sans doute écrit avant sa mort (31 janvier 1933) le célèbre romancier anglais John Galsworthy (*l'auteur, entre autres, de «The Forsyte saga» ; prix Nobel de littérature en 1932*). Elle a paru en préface à l'Annuaire international de la traduction et est consacrée au problème de la langue universelle.

« Ceux qui réfléchissent profondément à la question d'une entente meilleure entre les divers membres de la famille humaine finissent par être amenés à croire qu'il n'y a pas d'autre solution que l'adoption d'une seconde langue universelle par les nations.

« Je ne crois pas qu'une langue artificielle comme l'espéranto ou l'ido puisse servir à autre chose qu'à fournir un moyen de communication d'ordre primitif. Ces langues, inventées de toutes pièces, ne se prêtent pas à une traduction littéraire ou scientifique. De plus, elles n'ont pas, dans la course universelle des langues, la même avance que quelques-unes des langues vivantes.

« Parmi les langues vivantes, il en est trois, et trois seulement, qui ont des titres à être prises en considération sous ce rapport : l'anglais, le français et l'allemand. Cette dernière – si grande soit-elle – doit être rejetée selon moi, parce qu'elle est exceptionnellement nationale, en raison du caractère spécial de son alphabet.

« L'anglais est déjà la seconde langue universelle de ce qu'il

est permis d'appeler le monde extérieur – le monde des mers, des nouveaux continents, de l'Orient commerçant. En cette qualité, elle ne risque guère d'être jamais remplacée par une autre. Mais si paradoxal que cela puisse sembler, c'est à mon avis une raison de la rejeter, étant donné que, suite de sa diffusion géographique excessive, c'est une langue qui risque déjà de perdre son unité en ce qui concerne tant son vocabulaire que sa prononciation.

« Beaucoup plus exposé, accidentellement, à la corruption et aux variations que la langue française, l'anglais, pour cette raison, est d'autant moins désirable comme moyen de communication universel. En ma qualité d'Anglais, je regretterais l'adoption de la langue anglaise, parce que je ne crois pas que le caractère ou la culture des peuples de langue anglaise s'en trouverait bien. Je suis convaincu, en revanche, que le monde de langue anglaise gagnerait beaucoup à se voir obligé de connaître une seconde langue.

« J'estime donc, à tout prendre, que le français est la langue qu'il conviendrait de choisir. Le français est encore la langue de la diplomatie, et a encore sur le continent européen, le pas sur les autres langues : il est, par excellence, une langue littéraire et stabilisée. L'adoption du français ne risque guère d'exercer une influence fâcheuse sur le caractère du peuple français, qui est déjà, comme le pays lui-même, carré, concentré en lui-même, et peut-être immuable. Il s'apparente plus que toute autre langue à ce latin qui fut jadis la monnaie verbale du monde civilisé. C'est une langue claire, agréable, précise et, comme telle, le meilleur intermédiaire universel de traduction littéraire et scientifique.

« J'espère qu'il me sera donné de la voir adopter et de voir tous les écoliers de toutes les écoles du monde entier obligés de l'apprendre. La libre et complète intercommunication de la pensée qui en résulterait serait pour l'humanité un incontestable bienfait.»

Ces lignes, conclut *The Echo* de Londres, se suffisent à elles-mêmes, et tous commentaires seraient superflus. »

## ANNEXE 2

### Florilège sur l'immigration

*(ces citations, ne constituant pas un ensemble exhaustif, sont reprises ou non dans les chapitres du livre)*

- 1965, **Georges Bidault** (« D'une résistance à l'autre ») :  
« Les Français qui n'ont pas voulu de l'Algérie française auront un jour la France algérienne. »

- 1968 (20 avril), **Enoch Powell** (« discours des fleuves de sang ») :

« Quand les Dieux veulent détruire un peuple, ils commencent par le rendre fou' dit le dicton, et assurément nous devons être fous, littéralement fous à lier, en tant que nation, pour permettre chaque année l'arrivée d'environ 50 000 personnes à charge et qui plus tard accroîtront la population d'origine immigrée. J'ai l'impression de regarder ce pays élever frénétiquement son propre bûcher funéraire.

« Dans de telles circonstances, la seule mesure adaptée est de réduire, toutes affaires cessantes, le rythme de l'immigration jusqu'à des chiffres négligeables, et de prendre sans délai les mesures législatives et administratives qui s'imposent.

« Cette intégration, la plupart des immigrés ne l'ont jamais ni conçue ni souhaitée. Leur nombre et leur concentration ont fait que la pression vers l'intégration qui s'applique d'habitude aux petites minorités, n'a pas fonctionné. Nous assistons aujourd'hui au développement de forces qui s'opposent directement à l'intégration, à l'apparition de droits acquis qui maintiennent et accentuent les différences raciales et religieuses, dans le but d'exercer une domination, d'abord sur les autres migrants et ensuite sur le reste de la population.

« Je contemple l'avenir et je suis rempli d'effroi. Comme les Romains, je vois confusément «le Tibre écumant de sang». Ce phénomène tragique et insoluble [...] s'installe chez nous par notre propre volonté, par notre négligence. Il est déjà là. Seule une action résolue et immédiate peut encore l'empêcher. Je ne sais si la volonté populaire exigera ou obtiendra de telles mesures. Mais ce que je sais, c'est que se taire devant cette situation serait une trahison majeure. »

- 1968, journal *Minute* :

« De véritables villes arabes surgiront peu à peu dans nos grandes cités et deviendront les fiefs d'une communauté étrangère inaccessible. »

- 1970 (années), **Mitterrand** (12 décembre 1989)

Le seuil de tolérance de l'immigration a été atteint dès les années 1970.

- 1973, **Jean Raspail** (« Le camp des saints » : 1<sup>ère</sup> édition)

- 1973 (21 juin), meeting à Paris d'**Ordre Nouveau** « contre l'immigration sauvage ».

Cette réunion est citée par Alain Griotteray dans son livre, notant que même la CFDT se rallie, en 1983, à la lutte contre « l'immigration sauvage », formule qui scandalisait avant les bons esprits...

- 1973 (19 septembre), le **président du groupe socialiste** (journal « *Dernières Nouvelles d'Alsace* ») :

« Les travailleurs étrangers viendraient **seuls** en France et **pour une durée limitée**. »

- 1981 (20 février, Montigny-les-Cormeilles), **Georges Marchais** (communiste) :

« En raison de la présence en France de près de 4 millions et demi de travailleurs immigrés et de membres de leur famille, la

poursuite de l'immigration pose aujourd'hui de graves problèmes. Il faut regarder les choses en face et prendre rapidement les mesures indispensables. La cote d'alerte est atteinte. C'est pourquoi nous disons : il faut arrêter l'immigration, sous peine de jeter de nouveaux travailleurs au chômage. Je précise bien : il faut stopper l'immigration officielle et clandestine. Il faut résoudre l'important problème posé dans la vie locale française par l'immigration. Cela rend difficile la relation des immigrés avec les Français. »

- 1983 (juillet), **Jacques Chirac** (alors maire de Paris) :

« Le seuil de tolérance [*de l'immigration*] est dépassé dans certains quartiers. »

- 1984, **Alain Griotteray** (« Les immigrés - le choc ») :

« Comment en est-on arrivé là ? ».

« L'impossibilité de réaliser l'assimilation des immigrés est maintenant couramment admise ».

« Les Français peuvent-ils encore sauvegarder leur identité nationale ? ».

Quatre lignes de force : fermeture absolue des frontières, retour au pays progressif, modification des lois de naturalisation, réaffirmation des valeurs nationales.

« Les Français aussi ont droit à protéger leur identité. Ils ont le droit d'affirmer leur souveraineté et de définir qui ils sous-entendent accueillir dans leur pays et dans quelles conditions. Ils ont le droit de dire que l'immigration est un phénomène provisoire qui doit déboucher sur le retour au pays. [...] Ils ont le droit de refuser cette France multiculturelle qu'on leur propose et qui est contraire à l'avenir de leurs enfants ».

« La première chose à faire est donc de rappeler que le séjour en France est une situation provisoire n'ouvrant qu'à des droits limités ».

- 1985, **Jean-Yves Le Gallou** et le Club de l'Horloge (« La préférence nationale : réponse à l'immigration ») :

« Rien ne prouve que l'immigration légale soit moins perturbatrice que l'immigration clandestine ».

« Pour Pierre Chaunu les musulmans sont difficilement assimilables. [...] Dans ce naufrage culturel, moral et social, l'Islam sous son aspect intégriste, risque d'apparaître alors comme la planche de salut. Le fanatisme religieux peut trouver dans cette jeunesse désorientée un vivier important. Un tel remède au déracinement des immigrés se paierait alors au prix d'un déracinement accru des Français. Car l'immigration ne se contente pas de déraciner les immigrés : elle déracine aussi les Français qui se sentent de plus en plus étrangers dans leur propre pays. »

« Les pays exportateurs de main d'œuvre sont aussi responsables. [...] L'immigration a ainsi une triple cause : la demande d'une partie du patronat, le désir des candidats à l'immigration d'améliorer leur sort, la tendance des gouvernements étrangers à voir dans l'exportation de main d'œuvre une solution partielle à leurs difficultés économiques et sociales. Ne mentionner que la première explication, relève de la pure désinformation. »

« Le retour est possible. Le problème qui se pose n'est pas celui du principe, mais celui des modalités. Il va de soi qu'il ne serait pas conforme aux traditions de la France de recourir aux méthodes utilisées par l'Algérie [...] ou le Nigéria. »

« La thèse de l'impossible retour est fautive, parce qu'il y a toujours un flux plus ou moins fort de retours. »

- 1985 (octobre), **Le Figaro Magazine** titrait :

« Serons-nous encore Français dans 30 ans ? ».

- 1986, **Jean Schmitt** (« Fin de la France ? ») (journaliste au *Point*, par la suite directeur de la rédaction) :

« Il faut regarder la vérité en face et la dire : nous assistons actuellement en France à une altération et à une substitution progressives de la population de souche par des étrangers, autrement dit, à un **génocide**. »

« Que doit-on penser des dirigeants français qui sont en train de

laisser modifier l'identité de la nation française, de gaspiller son bien le plus précieux, son essence même ? C'est de la **démence**, du **suicide** ; et c'est d'autant plus impardonnable qu'il suffirait de quelques mesures pour tout sauver. »

« MESURES DE SURVIE :

1° *Arrêt des francisations d'étrangers, qu'elles soient volontaires ou automatiques ;*

2° *Limitation stricte de l'immigration, en nombre comme en durée de séjour ;*

3° *Une politique d'encouragement des naissances indigènes. »*

- 1989, **Jean Amado** (« Y a-t-il un antisémite en France ? » ; sous-titre « Pour ma part, Juif depuis 60 ans, je n'en ai pas encore rencontré ») :

« Contrairement à ce que l'on pense, les idées d'une France multiraciale ne sont pas généreuses. C'est un aveu de démission, un appel au renoncement. »

« Faute de grandeur, d'ambition, de vertu, la France est devenue incapable de phagocyter l'étranger. »

« Tout peuple qui ne domine plus devient inexorablement dominé. Il n'y a là nul racisme. »

- 1990 (31 mars), **Valéry Giscard** :

« Nous n'acceptons ni la xénophobie, ni la francophobie. La France n'est pas un pays d'immigration et nous devons nous donner les moyens réglementaires et administratifs de gérer un quota zéro d'immigration. » Aussi la refonte du code de la nationalité, l'arrêt total de l'immigration en passant par la suppression de prestations sociales pour les immigrés.

- 1990 (31 mars), **Jacques Chirac** :

« Il est évident qu'il est impératif de remettre en cause dans tous les cas un système qui risque d'alimenter de plus en plus une immigration qu'alors nous ne pourrions plus contrôler ».

- 1990 (31 mars, Villepinte), dans le texte de synthèse des **Etats généraux RPR-UDF sur l'immigration**, tableau présenté par la 2 (télévision) :

« - Fermeture des frontières

- Suspension de l'immigration

- Réserver certaines prestations sociales aux nationaux (le commentateur précise que cela s'appelle la préférence nationale)

- Incompatibilité entre l'Islam et nos lois. »

(le commentateur ajoute que les hommes politiques se décident à parler concrètement).

-1990, **Michel Poniatowski** (« Que survive la France ») :

«Le moment est venu de traiter énergiquement le problème de l'immigration africaine et notamment musulmane. Si tel n'est pas le cas, la France aura deux visages : celui du «cher et vieux pays» et celui du campement avancé du tiers monde africain. Si nous désirons voir les choses dégénérer ainsi, il suffit de leur laisser suivre leur cours. *Le campement africain toujours plus grand, plus vaste, plus illégal, grignotera d'abord, puis rongera, avant de faire disparaître tout entier le cher vieux pays, dont la défaite sera annoncée du haut des minarets de nos nombreuses mosquées.*»

- 1991 (19 juin, Orléans), **Jacques Chirac** :

« Notre problème, ce n'est pas les étrangers, c'est qu'il y a overdose. Nous n'avons plus les moyens d'honorer le regroupement familial, il faut enfin le grand débat qui s'impose dans notre pays. Qui est un vrai débat moral pour savoir s'il est naturel que les étrangers puissent bénéficier au même titre que les Français d'une solidarité nationale puisqu'ils ne payent pas d'impôt.»

- 1991 (21 septembre), **Valéry Giscard** :

« ... le type de problème auquel nous aurons à faire face se déplace de celui de l'immigration vers celui de l'invasion. »

- 1992, **Edouard Balladur** (« Dictionnaire de la réforme ») :

« Ce qui est indispensable, c'est de suspendre l'immigration, car en période de chômage, elle ne correspond plus à un besoin économique. Il faut bien entendu proscrire l'immigration clandestine, contrôler plus rigoureusement le regroupement familial, mieux maîtriser les demandes d'asile politique trop souvent frauduleuses. »

- 1993, **Maxime Laguerre** (« L'ordre naturel, essai à contre-courant ») :

« La faute terrible des Grecs, des Romains, des Blancs américains, c'est d'avoir fait appel à des esclaves pour effectuer certains travaux qu'ils jugeaient indignes d'eux. Ils ont manqué de courage. L'Antiquité l'a payé par l'écroulement de sa civilisation, détruite de l'intérieur. La société américaine risque de s'écrouler pour les mêmes raisons. Faire appel à des hommes appartenant à d'autres ethnies pour effectuer certains travaux dans le but final d'accroître sa richesse est un calcul à courte vue aux conséquences incalculables. »

(*citant l'historien israélien J.L. Talmon, en 1980*) : « De nos jours, le seul moyen d'aboutir à une coexistence entre les peuples est, bien que cela puisse paraître ironique et décevant, de les séparer ».

« Constatation de l'impossible adaptation d'une ethnie à une civilisation qu'elle n'a pas créée ».

« Les générations futures jugeront inconcevables ces immigrations massives, source d'un nombre incalculable de difficultés. Pourquoi n'a-t-on jamais posé clairement le problème, n'a-t-on pas organisé un débat loyal et un référendum pour demander l'opinion de la population ? Personne n'aborde ces questions, importantes pour l'avenir de notre pays. Pourquoi ? Les hommes politiques ne sont pas habitués à prendre de grandes décisions concrètes. La plupart ont condamné maintes fois l'immigration et tous se sont montrés incapables de l'arrêter. »

« Ceux qui ont de la sympathie pour les immigrés doivent les persuader qu'ils seront plus heureux au milieu de leur communauté d'origine. »

- 1993, **programme du FN** :

« Instaurer le droit du sang, établir la naturalisation comme unique moyen d'obtenir la nationalité française, rendre impossible la double nationalité, règlementer l'accès à la propriété des étrangers, s'opposer à l'influence politique de l'islam, démanteler « les ghettos ethniques », rendre impossible l'immigration légale et mettre fin au regroupement familial. »

- 1994, **Michel Massenet** (« Sauvage immigration ») :

« Aucun musulman ne peut se soustraire à sa religion sous peine de mort. Aucun chrétien ne peut vivre sous la loi de l'islam sans devenir renégat : Jean-Paul II sait qu'au Moyen-Orient, il n'y aura plus de chrétiens dans vingt ans. »

« L'immigration a guidé les nouveaux venus vers les impasses de la misère. »

(*citant le jésuite Bertrand de Margerie*) : « L'accueil irrationnel, socialement dangereux, économiquement inviable de l'étranger serait aussi un geste contraire à la paix ».

- 1996, **Thierry Desjardins** (journaliste au *Figaro*) :

« Imaginez ce que sera la France dans trente ans si, nous persistons dans cette erreur imbécile. Les habitants de notre pays qui sont d'origine étrangère et qui représentent déjà un tiers de la population seront alors largement majoritaires. Cette escroquerie qui consiste à donner la nationalité française à 100.000 étrangers par an pour nous faire croire que le nombre des étrangers restait stable dans notre pays. »

- 1996, **Philippe Aziz** (« Le Paradoxe de Roubaix », chez Plon) :

« Mohamed Sabaoui commençait à mettre sur pied des « brigades de la foi » qui seront chargées de convertir les Roubaisiens chrétiens ou juifs et de les faire entrer dans la lumière de la sainte religion. Et ceux qui refuseront malgré nos efforts de se convertir, pourront demeurer, sous certaines conditions, à Roubaix, car l'islam est tolérant ! »

- 1997, **Paul Lambert** (« La France aliénée ») :

« Le premier, le plus crucial et le plus urgent de ces maux qui nous détruisent est l'immigration, devenue invasion (terme utilisé par le président Giscard), qui menace à court terme notre Nation de désintégration et de guerre civile. »

« L'immigration, une chance pour personne [titre d'un chapitre]. Cette politique insensée d'immigration ne fait que des victimes : la France tout d'abord qu'elle menace de mort, les pays dont sont issus les immigrés, les immigrés eux-mêmes [suivi d'un développement important pour chaque catégorie de victimes]. »

(citant un notable musulman) : « [...] le problème n'était plus d'intégrer les musulmans en France, mais d'intégrer la France à l'Islam ».

« Comme en 1939, nous sommes devant l'alternative : réagir ou être détruits. Cette politique insensée d'immigration en provenance de pays sous-développés ne fait que des victimes». Premières victimes : la France et les Français. Deuxièmes victimes : les pays d'où sont issus les immigrés et les immigrés eux-mêmes. »

« La solution consiste à organiser un rapatriement progressif et généralisé, étalé sur deux ans, de tous les immigrés non déjà parfaitement intégrés dans notre nation, en accord avec les pays concernés et avec les immigrés eux-mêmes à qui un espoir d'avenir sera ainsi offert ».

« Nous devons imiter la Suisse : pour les étrangers, il n'y a ni sécurité sociale, ni allocations (familiales, logement, chômage), ni R.M.I, etc... ».

« La situation présente est inacceptable car elle nous conduit au suicide collectif. [...] C'est programmer la désintégration pure et simple de la France, car aux environs de 2035, la population issue de l'immigration musulmane serait majoritaire ».

« Seul le Peuple français peut contraindre nos dirigeants à changer radicalement de politique pour traiter au fond nos problèmes d'immigration ».

- 1999, **Paul Lambert** (dans *Le Figaro*) :

« Il faut une rupture complète avec notre politique actuelle en matière d'immigration pour éviter la guerre civile. »

- 2000, **Guillaume Faye** :

« Depuis la chute de l'Empire romain, jamais l'Europe n'avait connu un pareil cataclysme historique. Il faut bien parler de colonisation massive de peuplement de la part des pays africains, maghrébins et asiatiques. »

« L'occupation allemande n'a nullement germanisé la France. Ce ne fut qu'une chiquenaude par rapport à celle qui nous arrive. »

(dans son livre «*La colonisation de l'Europe*») :

« Maintenant c'est seulement s'il éclate en France une guerre civile ethnique que la solution pourra être trouvée. Le règlement constitutionnel qui n'a pas été souhaité sera remplacé par un règlement insurrectionnel. Ce sera une guerre et une guerre ne peut se conclure que par une défaite ou une victoire. »

- 2000, **Malika Sorel** (journaliste d'origine algérienne, dans *Le Spectacle du Monde*) :

« La France s'autodétruit sans rendre service aux immigrés. »

(ce florilège devait s'arrêter en 2000, étant démontré que tout avait été dit à cette date : continuons quand même avec quelques autres citations)

-2004, **Jean Raspail** (dans *Le Figaro* du 17 Juin : « La Patrie trahie par la République ») :

« Ce que je ne parviens pas à comprendre et qui me plonge dans un abîme de perplexité navrée, c'est pourquoi et comment tant de Français avertis et tant d'hommes politiques français concourent sciemment, méthodiquement, je n'ose dire cyniquement, à l'immolation d'une certaine France (évitons le qualificatif d'éternelle qui révulse les belles consciences) sur l'autel de l'humanisme utopique exacerbé. »



- 2008 (17 décembre, Palaiseau), **Nicolas Sarkozy** :

« L'objectif c'est relever le défi du métissage. Le métissage ce n'est pas un choix, c'est un impératif, on ne peut pas faire autrement. [...] Si ce volontariat républicain ne fonctionne pas, il faudra alors que la République passe à des méthodes plus contraignantes encore. »

- 2009, **Christopher Caldwell** (« *Une révolution sous nos yeux - Comment l'Islam va transformer la France et l'Europe* » traduit en français en 2011) :

Citant Bernard Lewis : « L'Europe fera partie d'un Occident arabe ».

Citant Bassam Tibi : « Le problème n'est pas de savoir si une majorité d'Européens sera islamisée, mais plutôt quel islam – islam de la charia ou euro-islam – est appelé à dominer l'Europe ».

Citant Michèle Tribalat : « un processus de substitution d'un peuple à un autre ».

« Sans que personne ne l'ait vraiment décidé, l'Europe occidentale s'est changée en société multiethnique ».

Avec l'islam « ce sont des populations qui, au contraire des immigrés européens, se désassimilent aux deuxième et troisième générations ».

« En France, l'immigration liée au regroupement familial représente 78 % de l'immigration licite permanente ».

L'autodestruction semble irréversible : « Quand une culture peu sûre d'elle, malléable et relativiste, rencontre une culture ancrée, confiante et renforcée par des doctrines communes, c'est généralement la première qui change pour s'adapter à la seconde. »

« L'Etat ne peut se constituer d'une masse d'individus pris au hasard ».

- 2010 (octobre), **Malika Sorel**, journaliste d'origine algérienne, (dans *Le Spectacle du Monde*) :

« Les Français sont bâillonnés ; quand ils osent s'exprimer, on leur fait un procès en racisme ou en xénophobie. [...] Mes origines

me permettent de dire que la véritable victime de l'immigration est le peuple français. »

- 2010 (25 novembre), **Mgr Jean-Pierre Cattenoz**, archevêque d'Avignon (dans *Famille Chrétienne*) :

L'ancien prof de maths a fait ses calculs et prédit : « les familles "gauloises", traditionnellement chrétiennes, ont en moyenne deux enfants. Dans les familles musulmanes vivant en France, on approche plus souvent quatre, cinq, voire six enfants. Partant de là, on peut penser que la France sera à majorité musulmane dans vingt ou trente ans ».

- 2011, **Michèle Tribalat** (voir différentes vidéos) :

Confirme que l'immigration entraîne une véritable substitution de population. Il s'agit d'une colonisation de peuplement et les immigrés extra-européens sont déjà majoritaires dans certaines villes ; bientôt ce sera un département comme la Seine Saint Denis (le fameux « 9-3 »).

- 2011, **Renaud Camus** (« Le Grand remplacement ») :

« Oh, c'est très simple : vous avez un peuple et presque d'un seul coup, en une génération, vous avez à sa place un ou plusieurs autres peuples. C'est la mise en application dans la réalité de ce qui chez Brecht paraissait une boutade, changer de peuple. Le Grand Remplacement, le changement de peuple, que rend seule possible la Grande Déculturation, est le phénomène le plus considérable de l'histoire de France depuis des siècles, et probablement depuis toujours. »

- 2012, **Renaud Camus** :

« Aucun épisode depuis quinze siècles, ni la guerre de cent ans, ni l'occupation allemande n'ont constitué pour la patrie une menace aussi grave, aussi fatale, aussi virtuellement définitive en ses conséquences que ce changement de peuple. »

- 2012, un Maghrébin (interpellant le député UMP Jacques Myard, en campagne électorale sur le marché des Indes à Sartrouville - 78) :

« Vous n'avez rien à faire ici, c'est une terre arabe, c'est une terre appartenant aux musulmans, ce n'est pas une terre française. Vous êtes des racistes, des sionistes, vous devez partir ! »

- 2012, **Maître Collard**, avocat et député :

« Au cours des trente années à venir, il y aura suffisamment d'électeurs musulmans en notre pays pour installer un gouvernement de leur choix, avec l'application de la Sharia en guise de loi. »

- 2012 (octobre), **Jean-Patrick Grumberg** :

« L'évolution négative de l'opinion des Français sur l'islam, ces dix dernières années, combinée avec l'augmentation de l'immigration, de la natalité des immigrés, des revendications de plus en plus bruyantes, et d'une violence qui déborde des banlieues, va immanquablement créer une accélération incontrôlable... »

« Une cocote minute chauffée à blanc finit toujours par exploser. Personne ne peut dire quand, ni comment cela explosera, car le mode de remplacement de population et de culture auquel nous assistons en Europe est une première : la conquête se propage sans armes, sans armée, sans déclaration de guerre ; elle est niée par les élites et les médias, elle est organisée par les dirigeants politiques. »

« S'imaginer que le peuple courbera indéfiniment le dos, baissera indéfiniment les yeux, n'a pas de sens. »

- 2012 (août), dans la mosquée d'Evry, le porte-parole du Collectif Contre l'Islamophobie en France (CCIF), **Marwan Muhammad** :

« Qui a le droit de dire que la France, dans trente ou quarante ans, ne sera pas un pays musulman ? Qui a le droit ? Personne, dans ce pays n'a le droit de nous enlever ça. Personne n'a le droit de nous nier cet espoir, là, de nous nier le droit d'espérer dans une société globale fidèle à l'Islam. Personne n'a le droit, dans ce pays, de définir pour nous ce qu'est l'identité française ».

- 2013 (4 février), **Vladimir Poutine** (discours à la Douma) :

« Nous ferions mieux de tirer les leçons du suicide de l'Amérique, de l'Angleterre, de la Hollande et de la France, si nous voulons survivre en tant que nation ».

- 2013, **Eric Zemmour** :

« Nous vivons , avec l'explosion démographique, un grand remplacement, un changement de peuple. »

- 2014 (mars), l'ex-maire communiste de Vénissieux (après les résultats des élections municipales) :

« Nous sommes en pleine guerre civile larvée, la diabolisation du FN et de Marine Le Pen n'a jamais été aussi absurde . »

- 2014 (juin), un Français de souche, breton, converti à l'Islam :

« Effectivement, dans mon quartier, il y a de moins en moins de Gaulois. Mais c'est la faute à qui ? Pas à ceux qui viennent d'autres pays ou d'autres religions et qui sont là. Ce sont les Français qui ont accepté de faire venir tous ces gens, alors c'est trop facile de se plaindre maintenant. Si ils ne voulaient vraiment pas ça, ils pouvaient voter autrement, et ils peuvent encore le faire d'ailleurs. »

- 2014 (juillet), Eglise Saint-Paul au Moulin à Vent (Perpignan) :

insultes, jets de pierres à la sortie de l'église. Le Père Joseph a fait descendre du toit de l'église un « jeune de la diversité » qui lui a répondu que bientôt l'église serait devenue une mosquée.

- 2014 (août), **Mgr Amel Shamon Nona**, archevêque de Mossoul (interview au journal italien *Corriere de la Sera*) :

« Notre souffrance est un prélude à ce que vous-mêmes, chrétiens européens et occidentaux, souffrirez dans un futur proche. S'il-vous-plaît, il faut que vous compreniez. Vos principes libéraux et démocratiques n'ont aucune valeur ici. Vous devez reconsidérer la réalité du Moyen-Orient, car vous accueillez un nombre croissant de musulmans. Vous aussi, vous êtes en danger. Il vous faut

prendre des décisions courageuses et dures, y compris en allant à l'encontre de vos principes. Vous croyez que tous les êtres humains sont égaux, mais l'Islam ne dit pas que tous les êtres humains sont égaux. Vos valeurs ne sont pas leurs valeurs. Si vous ne comprenez pas cela rapidement, vous tomberez victimes d'un ennemi que vous aurez accueilli dans votre maison. »

- 2014 (septembre), **Damien Rieu** (en reportage sur l'île de Lampedusa) :

Un clandestin malien : « Moi je conseille aux Africains de rester chez eux et de continuer à espérer et à travailler en Afrique. Mon vrai pays, mon coeur, mon bonheur, c'est là bas, en Afrique. La vraie face de l'Europe ne se dit pas en Afrique. Nous ne voyons que les bons coté à la télévision, la belle vie... »

- 2014 (23 octobre), un intervenant sur *France-Info* :

« L'islam est **en passe** de devenir la religion principale ».

## Livres cités

\* Jean AMADO : « Y a-t-il un Antisémitisme en France ? – Pour ma part, Juif depuis plus de 60 ans, je n'en ai pas encore rencontré ! », diffuseur Librairie A. Pedone, 1989.

\* Renaud CAMUS : « France : suicide d'une nation », Editions Mordicus, 2014.

\* Christopher CALDWELL : « Une révolution sous nos yeux – Comment l'Islam va transformer la France et l'Europe », Editions du Toucan, 2014.

\* Guillaume FAYE : « La colonisation de l'Europe – Discours vrai sur l'immigration et l'Islam », Editions de l'AEncre, 2000.

\* Alain GRIOTTERAY : « Les Immigrés – le choc », Plon, 1984.

\* Maxime LAGUERRE : « L'Ordre Naturel – Essai à contre-courant », Editions de l'Eternel Retour, 1993.

\* Paul LAMBERT : « La France aliénée - Le triple crime de notre politique d'immigration et d'intégration », Godefroy de Bouillon, 1996.

\* Jean-Yves LE GALLOU et le Club de l'Horloge : « La Préférence nationale : Réponse à l'immigration », Albin Michel, 1985.

\* Michel MASSENET : « Sauvage Immigration », Ed. du Rocher, 1994.

\* Michel PONIATOWSKI : « Que survive la France », Editions du Rocher, 1991.

\* Jean SCHMITT : « Fin de la France ? – Histoire d'une perte d'identité », Nouvelles Editions Debresse, 1986.

## Index des noms propres

Jean AMADO : .....	20, 40, 52	Paul LAMBERT : 24, 30, 32, 33,	
Ariella ATZMON : .....	18	.....	44, 52
Philippe AZIZ : .....	43	Jean-Yves LE GALLOU : 15, 25,	
Edouard BALLADUR : .....	41	.....	38, 52
Georges BIDAULT : .....	8, 36	Marine LE PEN : .....	19
Houari BOUMEDIENE : .....	8	Georges MARCHAIS : .....	37
Christophe CALDWELL : ....	27,	Bernard de MARGERIE : .....	24
.....	46, 52	Michel MASSENET : 23, 24, 43,	
Renaud CAMUS : .....	17, 47, 52	.....	52
Mgr J.-Pierre CATTENOZ : 28,		François MITTERAND : . 15, 37	
.....	47	Marwan MUHAMMAD : .....	48
Pierre CHAUNU : .....	25, 39	Mgr Amel Shamon NONA : . 33,	
Jacques CHIRAC : .....	38, 40, 41	.....	49
Me Gilbert COLLARD : .....	48	Michel PONIATOWSKI : 41, 52	
Jean-François COPE : .....	19	Vladimir POUTINE : .....	22, 49
Thierry DESJARDINS : .....	43	Enoch POWELL : .....	8, 36
Recep ERDOGAN : .....	31	Jean RASPAIL : .....	16, 35, 45
Guillaume FAYE : .....	45, 52	Damien RIEU : .....	24, 49
John GALSWORTHY : .....	34	Nicolas SARKOZY : . 19, 20, 46	
Maurice GILLARD : .....	14	Jean SCHMITT : .....	5, 7, 8, 10,
Valéry GISCARD : ....	40, 41, 44	.....	16, 21, 27, 30, 31, 39, 52
Alain GRIOTTERAY : ....	20, 29,	Malika SOREL : .....	24, 45, 46
.....	37, 38, 52	Jacob Leib TALMON : ....	21, 42
Jean-Patrick GRUMBERG : ..	48	Michèle TRIBALAT : 28, 46, 47	
François HOLLANDE : .....	19	Manuel VALLS : .....	19
Maxime LAGUERRE : ...	21, 22,	Eric ZEMMOUR : .....	49
.....	24, 42, 52		

## TABLE DES MATIÈRES

- A quoi bon sauver la France maintenant et comment ? .....	7
- Remplacer les immigrés par des expatriés .....	11
- Pourquoi les politiques n'ont rien fait et, à l'heure actuelle, ne feraient-ils rien ? .....	16
- Pourquoi les Français devraient-ils rester... français ? .....	20
- Pourquoi conserver une immigration qui n'est une chance pour personne ? .....	24
- Après l'arrêt de l'immigration, restera la remigration .....	27
- Il faut prendre des résolutions : arrêter le génocide, guérir la démence, refuser le suicide .....	30
- Annexe 1 : A propos de la langue française .....	34
- Annexe 2 : Florilège sur l'immigration .....	36
- Livres cités .....	52
- Index des noms propres .....	53

Imprimé en France par Cogétefi  
pour les Éditions des Cimes.  
Dépôt légal décembre 2014.  
ISBN : 979-10-91058-13-1  
[www.editions-cimes.fr](http://www.editions-cimes.fr)  
01 83 62 98 12